2007-05326/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES DÉCEMBRE 2000

MESSAGES CLÉS

- Au troisième trimestre de 2000, le produit intérieur brut (PIB) réel a de nouveau enregistré une forte hausse, progressant de 4,8 %. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif où une hausse supérieure à 4,5 % a été enregistrée. La production a ainsi dépassé de 5,0 % le niveau enregistré à la même période l'année dernière.
- La demande intérieure a contribué à l'augmentation de la production. La demande intérieure finale réelle (dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques en biens, en services, en logements, en usines et en matériel) a progressé de 5,9 %, soit une augmentation semblable à celle du deuxième trimestre. L'accumulation des stocks a dépassé celle du trimestre précédent, mais la demande extérieure a diminué légèrement, les exportations réelles ayant enregistré une baisse de 0,5 % en partie en raison du ralentissement survenu aux États-Unis. Quant à elle, la croissance des importations réelles a ralenti, passant de 11,8 % au deuxième trimestre à 5,9 %; cela signifie que la production à l'extérieur du Canada a comblé une fraction moindre de la demande intérieure accrue que ce ne fut le cas au trimestre précédent.
- L'excédent nominal de la balance commerciale a diminué, en raison d'une détérioration de l'excédent réel de la balance commerciale, qui ne représente que 60 % du niveau enregistré au deuxième trimestre. Une hausse marquée des termes de l'échange (les prix à l'exportation ont augmenté alors que les prix à l'importation ont chuté) a toutefois atténué la chute de l'excédent nominal. Le compte courant a enregistré pour la troisième fois d'affilée un important excédent, soit 13,5 milliards de dollars, ou 1,3 % du PIB nominal.
- La création nette d'emplois a été impressionnante. En novembre 2000, le nombre d'emplois dépassait de plus de 715 000 celui enregistré à la fin de 1998. Toujours en novembre, le taux de chômage s'établissait à 6,9 %, comme en octobre.

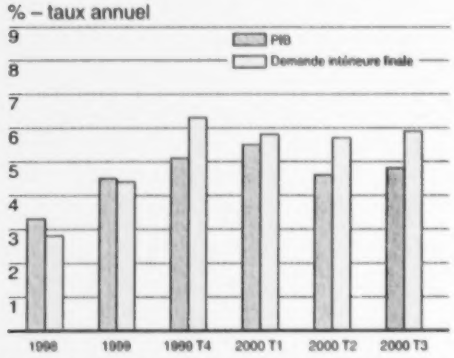
RÉSUMÉ[1]

L'économie canadienne a poursuivi sa forte croissance au troisième trimestre de 2000; il s'agit du vingt-et-unième trimestre consécutif où un gain est enregistré, soit la plus longue période depuis le milieu des années 1960. La vigueur de la demande intérieure a stimulé la production canadienne, alors que la demande extérieure a diminué quelque peu (graphique 1).

Les dépenses de consommation se maintiennent à un niveau élevé

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté plus fortement qu'au deuxième trimestre, de 5,5 %. Les hausses ont été généralisées, mais notons le bond de 16,3 % des dépenses

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure réelle



Note – La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des logements ainsi qu'à des usines et à du matériel.

[1] Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 1er décembre 2000, à midi.

Ministère des Finances Canada Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	1998	1999	2000 T1	2000 T2	2000 T3		Date la plus récente
Produit intérieur brut réel	3,3	4,5	5,5	4,6	4,8		–
PIB hors stocks	3,9	4,7	6,0	4,9	3,0		–
Demande intérieure finale	2,8	4,4	5,8	5,7	5,9		–
Dépenses publiques	1,6	2,8	5,8	4,7	4,0		–
Dépenses de consommation	2,9	3,5	4,0	3,6	5,5		–
Investissements résidentiels	-2,0	6,6	2,3	-9,4	6,0		–
Investissements fixes des entreprises	6,1	10,5	15,1	22,9	10,5		–
Construction non résidentielle	1,7	2,0	10,3	2,8	-0,5		–
Machines et matériel	9,0	15,6	17,6	34,0	16,0		–
Variation des stocks des entreprises[1]	-0,5	-0,2	-0,4	-0,3	1,7		–
Balance commerciale[1]	1,1	0,4	0,3	-0,8	-2,6		–
Exportations	8,9	10,0	15,5	9,3	-0,5		–
Importations	6,1	9,4	15,4	11,8	5,9		–
Solde du compte courant	-16,3	-3,4	18,3	14,4	13,5		–
(nominal; G$)							
(% du PIB)	-1,8	-0,4	1,8	1,4	1,3		
Revenu personnel disponible réel	2,8	2,7	8,3	3,0	-1,2		–
Bénéfices avant impôts	-5,6	23,7	32,6	8,9	4,2		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	-0,6	1,6	3,7	3,6	3,4		–
Indice des prix à la consommation	0,9	1,7	2,7	2,4	2,7	2,8	oct. 2000
IPC – hors aliments et énergie	1,3	1,5	1,5	1,4	1,5	1,5	oct. 2000
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1,4	0,5	1,7	2,3	2,2		
Règlements salariaux (total)	1,7	2,2	2,4	2,5	2,3	2,7	sept. 2000
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	8,3	7,6	6,8	6,7	6,9	6,9	nov. 2000
Croissance de l'emploi	2,7	2,8	3,8	1,6	0,7	4,8	nov. 2000
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,48	67,32	68,80	67,56	67,47	64,86	30 nov. 2000
Taux préférentiel (%)	6,60	6,44	6,75	7,33	7,50	7,50	30 nov. 2000

[1] Variation annualisée exprimée en pourcentage du PIB de la période précédente.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada

en biens durables. Les dépenses de consommation ont été particulièrement vigoureuses dans l'industrie automobile, les fabricants ayant offert des programmes d'incitation visant à stimuler les ventes de voitures.

L'augmentation du revenu des particuliers (3,2 %) a été deux fois moins rapide que celle enregistrée au deuxième trimestre. La croissance du revenu du travail a diminué sensiblement, en raison d'un ralentissement de la croissance de l'emploi et d'une réduction importante des paiements d'équité salariale versés par le gouvernement fédéral par rapport au deuxième trimestre. Le taux d'épargne des particuliers a chuté, pour s'établir à 2,3 %, contre 3,9 % le trimestre précédent.

La capacité de production continue de s'accroître

La capacité de production des entreprises a continué de s'accroître au cours du troisième trimestre, sous l'effet de la hausse de 10,5 % des investissements dans les usines et le matériel. La croissance a toutefois été inférieure à celle de 22,9 % enregistrée au deuxième trimestre. Après avoir fait un bond de 34 % au deuxième trimestre, les investissements dans les machines et le matériel ont augmenté de 16 %, en raison des gains de 50 % dans le secteur des télécommunications et celui des ordinateurs et autre matériel de bureau. Par contre, la croissance a ralenti quelque peu dans le domaine de la construction non résidentielle, le ralentissement touchant aussi bien la construction d'immeubles que les projets d'ingénierie.

Les investissements résidentiels ont augmenté de 6 % au troisième trimestre, à la suite d'un recul marqué de 9,4 % au trimestre précédent. Les activités de construction d'habitations neuves ainsi que les mises en chantier ont repris de la vigueur, à la suite de la grève qui avait eu lieu dans la région de Toronto au deuxième trimestre. Les taux de croissance des activités de rénovation et des coûts de transfert de propriété ont été à peu près les mêmes que pour les activités de construction de nouvelles habitations.

Accumulation prononcée des stocks

L'accumulation des stocks durant le trimestre a été beaucoup plus prononcée qu'au précédent, ce qui a contribué à une hausse de la croissance du PIB. Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 11,6 milliards de dollars, comparativement à 7,7 milliards au deuxième trimestre. Cette augmentation est attribuable en grande partie à l'accumulation de véhicules construits pour le marché américain et de produits dans les secteurs de la technologie de l'information et des communications. Toutefois, la hausse des ventes ayant dépassé la progression des stocks, le ratio des stocks aux ventes a baissé légèrement, pour s'établir au niveau le plus bas jamais enregistré.

La demande intérieure stimule la production canadienne alors que la demande extérieure fléchit

La montée de la demande intérieure a fait progresser les importations réelles de 5,9 %, soit la moitié de la hausse enregistrée au deuxième trimestre. Ainsi, les importations sont intervenues pour une part moins importante de l'augmentation de la demande intérieure qu'au trimestre précédent. Ce ralentissement est attribuable en partie à la réduction de la croissance des investissements dans le secteur des machines et du matériel, un segment de la demande intérieure qui a une forte incidence sur les importations.

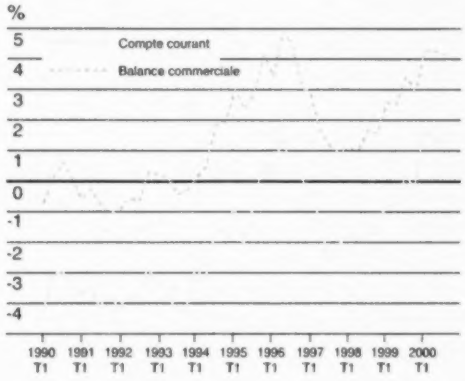
Causée en partie par le ralentissement marqué de la croissance aux États-Unis, qui a atteint son niveau le plus faible depuis quatre ans (la moitié de celui au Canada), la réduction de la demande extérieure de produits canadiens a concouru à une baisse de 0,5 % des exportations réelles au troisième trimestre. Bien qu'un ralentissement prononcé de la croissance des exportations de machines et de matériel, surtout celles de la « nouvelle économie », ait été observé, la chute était surtout attribuable à la réduction des exportations de produits de l'industrie automobile et de produits énergétiques. Les exportations de produits énergétiques ont chuté en raison de la hausse des prix sur les marchés mondiaux. La baisse des exportations de produits de l'industrie automobile concorde avec la faible croissance des ventes de véhicules aux États-Unis enregistrée au troisième trimestre, croissance qui avait été précédée par une chute des ventes au deuxième trimestre.

En raison de la hausse des importations réelles et de la légère baisse des exportations réelles, la balance commerciale réelle n'a représenté que 60 % de celle du trimestre précédent.

Le compte courant affiche à nouveau un important excédent

La détérioration marquée de la balance commerciale réelle a été accompagnée d'une augmentation des prix à l'exportation et d'une chute des prix à l'importation, ce qui a donné lieu à une amélioration de plus de 5 % des termes de l'échange. L'excédent de la balance commerciale nominale a donc atteint un niveau élevé, qui n'était inférieur que d'environ 0,5 milliard de dollars à celui enregistré au deuxième trimestre. Toutefois, une détérioration de la balance des transferts a atténué l'effet de la réduction de plus de 1 milliard de dollars du déficit du revenu de placement (y compris les bénéfices non répartis). Ainsi, l'excédent du compte courant est passé de 14,4 milliards au deuxième trimestre à 13,5 milliards au troisième trimestre, soit 1,3 % du PIB nominal (graphique 2). Bien qu'il soit

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



inférieur au montant record de 18,3 milliards de dollars (1,8 % du PIB nominal) enregistré au premier trimestre, l'important excédent actuel du compte courant représente une amélioration importante par rapport aux déficits de 1,8 % et de 0,4 % du PIB nominal enregistrés en 1998 et en 1999 respectivement.

L'inflation demeure contenue tandis que la productivité augmente à nouveau

Les augmentations de prix et de coûts sont demeurées contenues. Au troisième trimestre, l'indice implicite et l'indice chaîne du PIB ont augmenté de 3,4 % et de 4,2 % respectivement par rapport à l'année précédente. Ces hausses reflètent en partie l'incidence temporaire des prix plus élevés de l'énergie. Bien que la hausse d'une année sur l'autre des prix à la consommation soit demeurée juste en deçà de 3,0 % en octobre, le taux de croissance supérieur par rapport aux dernières années est, ici encore, attribuable en grande partie aux prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente selon l'indice des prix à la consommation (IPC), qui exclut les aliments et l'énergie, n'a été, pour le mois d'octobre, que de 1,5 % d'une année sur l'autre.

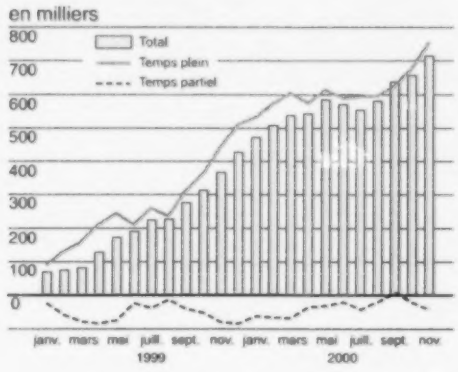
La productivité du travail a affiché un autre gain important, celui-ci étant supérieur aux gains enregistrés au premier et au deuxième trimestres : la production par heure travaillée a augmenté de près de 5 % au cours du troisième trimestre, alors que la production par employé a progressé de plus de 4 %. La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre d'une année sur l'autre a ralenti pour s'établir à 2,2 %, en raison de la hausse de la productivité et de la réduction des paiements d'équité salariale.

Les bénéfices avant impôt des sociétés ont augmenté de 4,2 % pour atteindre un niveau dépassant de 17,5 % celui de l'année précédente. Il s'agit de la huitième hausse consécutive. Les gains ont été particulièrement importants dans les secteurs de l'extraction du pétrole et du gaz (en raison des prix plus élevés de l'énergie) et pour les fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs (en raison de l'augmentation de la demande).

Le taux de chômage demeure bas

Au troisième trimestre, la croissance de l'emploi a été de 0,7 %, en baisse par rapport à la croissance de 1,6 % enregistrée au trimestre précédent. Cependant, la création de quelque 58 000 emplois nets en novembre a porté à près de 290 000 les emplois créés jusqu'ici en 2000 (graphique 3).

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



Depuis la fin de 1998, le nombre de nouveaux emplois a atteint plus de 715 000. Le nombre d'emplois à temps plein a dépassé la totalité du gain net, alors que le nombre d'emplois à temps partiel a chuté au cours de cette période. Le taux de chômage en novembre 2000 était de 6,9 %, soit le même qu'en octobre.

Le dollar canadien perd du terrain

Après s'être négocié à près de 68 ¢US à la fin d'août, le dollar a clôturé à 64,86 ¢US le 30 novembre.

La Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada ont continué d'étudier les effets du resserrement de la politique monétaire, destiné à juguler les tensions inflationnistes. Bien que les taux directeurs soient demeurés stables depuis la fin de mai, les taux d'intérêt à court terme pratiqués sur le marché américain ont augmenté jusqu'à la fin d'août, mais ont peu changé depuis. Entre-temps, les taux à long terme ont continué de chuter. Au Canada, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté quelque peu depuis la fin d'août, tandis que ceux à long terme ont chuté, quoique dans une mesure moindre qu'aux États-Unis. Par conséquent, les taux à court terme au Canada sont demeurés bien inférieurs à ceux en vigueur aux États-Unis, tandis que les taux à long terme sont à peu près les mêmes dans les deux pays. De façon générale, l'écart de rendement entre les bons du Trésor à 3 mois du Canada et ceux des États-Unis est demeuré au-dessus de 60 points de base depuis la fin d'août.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusé sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.